

Avis adopté à la séance plénière du 9 décembre 2020

Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires

Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Avant même la crise de la covid 19, 9,2 millions de personnes se trouvaient dans une situation de précarité alimentaire. La crise Covid 19, on le sait, aggrave cette précarité et rend visible la vulnérabilité de certaines populations, à commencer par les jeunes et les étudiant.e.s.

Car face à la contraction des budgets liée à la perte de revenus, l'alimentation constitue souvent la variable d'ajustement, quantitativement mais aussi qualitativement. N'en démontrent les témoignages recueillis auprès de jeunes composant pour une semaine, avec un frigo aux trois quarts vide.

Cet éclairage brutal sur la précarité alimentaire a permis de rappeler le travail salutaire effectué par les associations pour venir en aide aux plus démunis.e.s, qui connaissent, tristement, des records d'affluence.

L'avis qui nous est présenté articule ces situations de précarité et propose des solutions pour mieux conjuguer fin de mois et fin de monde et permettre de rendre accessible une nourriture locale et qualitative à celles et ceux qui en ont le plus besoin. L'avis rappelle également l'enjeu éducatif que constitue l'alimentation pour toutes les classes sociales.

Le groupe rejoint l'avis sur le fait que la restauration collective, qu'il s'agisse des restaurants scolaires, universitaires ou d'entreprise constitue un levier d'action très important pour permettre les transitions nécessaires de l'agriculture française.

Par ailleurs, la restauration collective permet d'influer positivement sur les habitudes alimentaires et d'améliorer la sensibilisation sur l'impact de l'alimentation à la fois sur la santé et sur l'environnement. Manger moins carné mais local et de saison est évidemment bon pour toutes et tous : les consommateur.trice.s, les agriculteur.trice.s et l'environnement.

Dans le même temps cela nécessite de rendre plus lisibles, plus justes et donc plus efficaces les informations en direction des acheteur.euse.s et en particulier les Signes officiels de la qualité et de l'origine (SIQO) comme l'indique la préconisation reprise d'un précédent avis de la section de l'agriculture et complétée en ce sens.

Enfin, il est essentiel de renforcer la mobilisation territoriale des acteur.trice.s de la démocratie alimentaire au travers de Projets alimentaires territoriaux (PAT). Elles et ils sont indispensables si l'on souhaite changer d'échelle et faire en sorte que de nombreux agriculteurs et agricultrices puissent, par les circuits courts, trouver davantage de sens dans leur travail mais également de la valeur ajoutée. Ce travail s'articule nécessairement avec l'installation de nombreux.euse.s porteur.euse.s de projet et un travail sur les transmissions des exploitations. De nombreux PAT montrent d'ores et déjà par l'exemple que ces transformations sont possibles. Il est urgent de renforcer ce mouvement, porteur d'avenir au sortir de cette crise de la COVID.

Le groupe a salué l'intégralité du travail à large spectre effectué dans cet avis, qu'il a voté, et dont les mesures œuvrent à sécuriser l'accès de toutes et tous à une alimentation durable et de qualité.